



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

télévision

Question au Gouvernement n° 297

Texte de la question

SUPPRESSION DE LA PUBLICITÉ DANS L'AUDIOVISUEL PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Michel Françaix, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. M. Michel Françaix. Monsieur le président, ma question s'adresse à Mme la ministre de la culture et de la communication.

On sait ce qu'est une bande-annonce de film : les meilleures images, de beaux gros plans d'acteurs, quelques phrases chocs et une voix *off* qui emballe le tout. On ne compte pas le nombre de fois où l'on s'est laissé embobiner par une bande-annonce pour se retrouver devant un navet. Eh bien, madame la ministre, votre gouvernement est le roi de la bande-annonce et notre Président le brillant bonimenteur du produit miracle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*) Une fois de plus, avec la suppression de la publicité sur les chaînes du service public, vous préférez la mise en scène à la mise en perspective.

Sur le papier, rien de plus normal que d'avoir un financement privé pour les télévisions privées et un financement public pour le service public. Mais là où il y a incompétence ou tromperie, je vous laisse le choix, c'est quand vous faites croire que l'on va trouver 1,2 milliard par le biais d'une taxe sur la publicité des chaînes privées. Il faudrait taxer de 25 % l'ensemble de leurs spots publicitaires et de 2 % internet et la téléphonie mobile pour approcher du manque à gagner.

Comme vous ne voudrez pas faire de peine à vos amis, le rêve va tourner au cauchemar absolu, assombrissant définitivement l'avenir du service public, avec soit la vente de France 2 ou de France 3, soit la fermeture définitive d'une chaîne, soit une diminution de ses moyens, lui faisant perdre toute son identité, le cumul des inconvénients n'étant d'ailleurs pas exclu.

On sait à qui profite le crime. Après tout, il y aura au moins une relance du pouvoir d'achat pour les actionnaires de TF1, de M6 et de Bouygues.

Madame la ministre, voilà un feuilleton qui ne fait que commencer. La mort du service public fait-elle partie de votre contribution à la politique de civilisation voulue par le Président de la République ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Voilà une belle illustration du conservatisme et du double langage du parti socialiste ! (*Vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Depuis 1981, tous ses programmes sans exception ont préconisé la suppression de la publicité pour financer les chaînes de télévision publique. ("*C'est faux !*" *sur de nombreux bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Eh bien, vous aviez raison, messieurs, parce qu'il n'est pas normal que le service public soit financé de la même manière que les chaînes privées. Et nous voyons bien que le financement publicitaire a conduit progressivement à une standardisation des programmes de télévision. Les Français qui paient une redevance sont en droit de demander une télévision différente.

M. François Hollande. Sans Sarkozy !

M. le Premier ministre. Il n'y a pas de raison de payer une redevance pour regarder des programmes identiques à ceux des chaînes privées. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Vous devriez donc applaudir à la proposition que nous avons faite.

Nous allons ensemble proposer les financements qui permettront de remplacer les recettes publicitaires et nous travaillerons avec le Parlement à un nouveau cahier des charges pour la télévision publique, qui nous permettra enfin de défendre la culture, l'éducation et l'information telles qu'elles doivent être défendues par le service public.

Mobilisez-vous donc avec nous, aidez-nous à conduire cette aventure dont vous avez rêvé si longtemps et que vous avez été incapables de réaliser. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Michel Françaix](#)

Circonscription : Oise (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 297

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 janvier 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 janvier 2008